

Niveau(s) d'enseignement : 1
Centre d'intérêt : 120

Numéro EDUQ : 9270236

Québec (Province) : Ministère de l'éducation

Notre force d'avenir : l'éducation : orientations 1991-1993 / Ministère
de l'éducation du Québec -- [Québec] : Le Ministère, c1991.
31 p. ; 28 cm.

Code : 9192-0163; 55-1595

ISBN 2-550-15806-7

Descripteur(s) : Politique gouvernementale * Plan de développement *
Succès scolaire * Formation fondamentale * Abandon scolaire * Rôle de
l'enseignant * Rôle de l'administrateur * Rôle des parents

L'orientation majeure préconisée par le ministère de l'Éducation en
1991-1993 c'est la réussite éducative du plus grand nombre. Afin
d'atteindre cet objectif, trois champs d'action prioritaires sont
identifiés : au cœur des préoccupations les élèves, en première ligne,
les enseignants, en service d'appui : les administrateurs et les parents.
En regard de chacune des mesures mises de l'avant, s'inscrivent les voies
d'action du MEQ servant à coordonner les efforts de tous et à tirer le
meilleur parti des ressources disponibles.

Type de document :

**Notre
force d'avenir:**



l'éducation

Québec ■■

**Notre
force d'avenir:**

9270236



l'éducation

Orientations 1991-1993

Deux visages de l'école québécoise

Depuis que j'ai été nommé ministre de l'Éducation en octobre 1990, j'ai visité un grand nombre d'écoles. Je tenais à établir des liens directs et personnels avec ceux et celles qui vivent quotidiennement les réalités de l'école.

J'ai vu l'immense chantier du Québec à l'étude, préparant son avenir. Ce sont 600 000 enfants du primaire, quelque 450 000 jeunes du secondaire, plus de 300 000 adultes suivant divers cours.

Il s'en dégage comme deux visages de l'école québécoise.

J'ai vu en maints endroits des réalisations remarquables. Des élèves heureux d'apprendre, dans des classes bourdonnantes d'activité. Des enseignants et enseignantes dynamiques, pleins de projets. Une direction efficace, de belles initiatives concertées. Des équipes assumant pleinement leur autonomie, utilisant à fond la marge de manœuvre qui est leur. Bref, des écoles où l'on sent, en cinq minutes, qu'il y a une «âme» et que les jeunes apprennent et s'épanouissent vraiment.

J'ai vu aussi des milieux aux prises avec des situations difficiles, où les dynamismes paraissent étouffer sous de trop nombreuses contraintes. Des individus et des équipes dont la motivation est ébranlée. Des élèves curieux d'apprendre mais qui s'ennuient à l'école. Des relations tendues. Des parents désespérés. Des résultats moyens, ou parfois décevants. Bref, la routine sans perspectives.

Des défis inédits

Par delà ces hauts et ces bas de la vie scolaire, par delà les situations locales et la bonne volonté des individus, il faut reconnaître que l'école doit faire face à de vastes défis. Ce sont les défis de notre société québécoise en pleine mutation.

Défi de la nouvelle situation des familles, qui résulte de l'instabilité des couples et de leur mobilité accrues, de la nécessité de concilier travail et responsabilités familiales, de l'augmentation du nombre de familles monoparentales.

Défi des jeunes trop nombreux qui abandonnent l'école sans diplôme. Défi de l'intégration des élèves venant de tous les continents. Défi pour les enseignants d'intéresser et de motiver les jeunes, qui sont aujourd'hui beaucoup plus libres et mieux informés qu'avant, sollicités en tous sens et gavés de télévision. Défi de la pauvreté qui frappe plusieurs milieux. Défi de la demande croissante d'éducation chez les adultes.

Défi de la performance dans un monde de plus en plus ouvert à la concurrence internationale et exigeant en matière de compétence professionnelle. Défi d'adapter les programmes de formation aux besoins réels de l'activité économique: on ne cesse de déplorer le manque de main-d'œuvre qualifiée dans certains métiers, alors qu'il y a un surplus dans d'autres.

Au contact des milieux, j'ai senti que la situation nous presse d'adapter l'éducation à ces défis sociaux, culturels et économiques des années 90, pour être en mesure de bien aborder le prochain siècle. Il importe, dans ce contexte nouveau, de retrouver le sens de la mission éducative. Il faut faire en sorte que toutes les écoles soient des écoles de la réussite. Il y va de l'avenir des jeunes. Il y va de l'avenir du Québec.

Un objectif: la réussite du plus grand nombre

Pour relever les défis actuels, je propose qu'un même objectif nous guide et nous rassemble au cours des prochaines années: **assurer la réussite éducative du plus grand nombre.**

Assurer la réussite éducative, c'est procurer à chaque élève, jeune ou adulte, les savoirs nécessaires et les habiletés de l'esprit et du cœur qui ouvrent la voie à une vie réussie. C'est rendre chacun et chacune, quelles que soient ses capacités ou son origine, apte à assumer son développement personnel continu et à contribuer, dans les limites de ses moyens, au progrès de la société québécoise.

Il faut procurer cette formation de base au plus grand nombre possible de personnes. Plus que jamais le Québec a besoin de développer au maximum toutes ses ressources humaines.

Il devient donc urgent d'augmenter le nombre d'élèves qui obtiennent un diplôme d'études au secondaire. Présentement, 64 p. 100 des élèves du secteur des jeunes y parviennent. C'est dire que 36 p. 100 des élèves quittent l'école secondaire sans diplôme. Il convient cependant de préciser qu'en réalité un certain nombre de ces soi-disant décrocheurs suivent des chemine-ments particuliers de formation ou obtiendront leur diplôme à l'éducation des adultes. Il n'en reste pas moins que le nombre de jeunes qui abandonnent l'école sans diplôme est dramatique et alarmant.

Je propose ici comme objectif collectif d'augmenter le taux de réussite de 5 p. 100 par année au cours des cinq prochaines années. Ce qui signifie faire passer à 80 p. 100 en 1996 le taux de diplomation des élèves inscrits au secteur des jeunes.

Assurer la réussite éducative, c'est aussi donner une chance égale à tous. C'était déjà une intention très claire au début de la réforme scolaire des années 60. Il faut la reformuler aujourd'hui en fonction des besoins actuels. Elle signifie maintenant donner une chance égale aux enfants qui arrivent à l'école le ventre vide, à ceux qui abandonnent prématurément l'école, à ceux qui viennent d'une autre culture, à ceux qui sont handicapés, aux adultes qui n'ont pas eu la chance de parfaire leur formation de base ou qui doivent l'enrichir à cause des exigences nouvelles du marché du travail.

La réussite éducative pour le plus grand nombre requiert une école qui a des exigences claires, une école qui sait se montrer suffisamment inventive pour créer un environnement plus humain, plus souple et davantage personnalisé.

Les artisans de la réussite

Les facteurs qui expliquent la réussite d'une école sont connus.

D'abord, des élèves motivés, rejoints dans leurs intérêts profonds. Ce sont en effet les élèves qui doivent être au cœur de nos préoccupations. Pour les conduire à la réussite scolaire, il importe que dans le fonctionnement de tout le système éducatif l'attention première leur soit donnée. Les élèves d'abord! C'est pour eux seuls et pour leur réussite que se justifient l'engagement quotidien de près de 150 000 personnes travaillant dans les écoles, publiques et privées, ainsi que l'énorme investissement collectif de cinq milliards et demi de dollars par année.

Ensuite, des enseignants compétents, accueillants, dynamiques. Qui se font proches des jeunes. Aussi attentifs à leurs élèves qu'ils le sont à leur programme. C'est une vérité banale mais toujours essentielle: les enseignants et les enseignantes sont les premiers leviers de la vie scolaire. C'est pourquoi il faut miser sur leur créativité et leur responsabilité professionnelle. C'est dans la classe et dans l'école que tout se passe... À travers la relation entre les élèves et les enseignants. À travers aussi le climat d'osmose et de solidarité qui s'établit entre chaque enseignant et ses collègues, entre l'équipe des enseignants et le directeur ou la directrice de l'école.

Enfin, de multiples agents au service de l'action éducative des enseignants, pour la croissance des jeunes. Ce sont les professionnels non enseignants, les cadres scolaires, le personnel de soutien. Ce sont les autorités de la commission scolaire et du ministère de l'Éducation. Tous ont pour rôle de faciliter l'action des enseignants et, partant, les apprentissages des élèves et la vie scolaire. Il en va de même de la participation des parents à la vie de l'école, qui constitue un apport quasi essentiel pour la réussite éducative des jeunes.

Donc, au cœur des préoccupations: les élèves. En première ligne: les enseignantes et les enseignants. En service d'appui: les cadres et le personnel professionnel, les administrateurs, les administratrices et les parents.

Lorsque cette synergie s'installe, il y a de bonnes chances que les élèves réussissent, que l'école réussisse, que le système scolaire réussisse.

Une large mobilisation

Cet objectif de la réussite appelle une large mobilisation. Il nous place collectivement devant l'impératif d'un surcroît d'effort et de concertation. De rigueur aussi, et de discipline.

Il nous faut collectivement faire plus, et faire mieux. Il importe d'intensifier, de recentrer et de renouveler notre effort éducatif.

Effort des élèves eux-mêmes, qui doivent développer le goût du travail bien fait et la volonté de terminer ce qu'ils entreprennent. Il y a une « pédagogie de l'effort » à instaurer. Inutile de s'illusionner : apprendre exige de l'effort et du temps. C'est par le travail et la persévérance que le succès arrive.

Effort des éducateurs et des éducatrices pour motiver, intéresser et stimuler leurs élèves. Effort indispensable des parents pour encourager et soutenir leurs enfants tout au long de leur cheminement scolaire.

Effort de la commission scolaire et de son personnel (cadres, conseillers et conseillères) pour articuler et soutenir le dynamisme des écoles, pour rendre le climat et le milieu favorables aux apprentissages.

Effort du ministère de l'Éducation lui-même, chez lequel les défis actuels ne peuvent manquer de susciter de nombreuses interrogations et qui se trouve directement mis en cause à travers les demandes d'assouplissement dans le fonctionnement des écoles et du système éducatif. Je souhaite en particulier que nous revoyions nos modes d'intervention pour laisser davantage d'initiative à celles et à ceux qui, dans l'école, sont près de l'enfant.

Effort des entreprises, qui ont une contribution essentielle à apporter en vue d'une formation professionnelle appropriée et de qualité. Ici, une large place est laissée à l'initiative. Selon une étude toute récente du Conseil économique du Canada, le soutien à la formation dans les entreprises canadiennes et québécoises demeure faible (0,5 p. 100 du PIB au Canada, en comparaison de 0,66 p. 100 du PIB aux États-Unis, 1,40 p. 100 du PIB au Japon et 1,96 p. 100 du PIB en Allemagne). C'est la volonté du ministère que je dirige et de l'ensemble du gouvernement de faire en sorte que, grâce à la collaboration entre le monde du travail et le monde de l'éducation, les travailleurs et travailleuses puissent recevoir une formation adaptée aux besoins socio-économiques actuels et futurs de l'ensemble du Québec.

Effort, enfin, de tous les citoyens et de l'ensemble des secteurs de la vie collective : associations, médias, services publics, municipalités, gouvernement.

L'éducation, c'est l'affaire de tous. C'est le temps de nous montrer inventifs et proactifs : là où les besoins inédits et les défis surgissent. La situation présente exige un coup de cœur collectif.

Trois champs d'action

Afin d'atteindre cet objectif, le document d'orientation qui suit propose à l'initiative de tous trois champs d'action prioritaires: ils concernent les élèves, les enseignants et les enseignantes, les administrateurs et les administratrices ainsi que les parents.

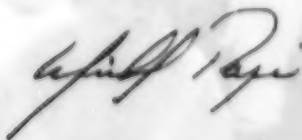
Je souhaite que ces orientations pour 1991-1993 et les voies d'action mentionnées servent à coordonner les efforts de tous et à tirer le meilleur parti des ressources disponibles. En s'inspirant de ces orientations, il revient aux personnes et aux organismes liés à l'éducation de déterminer quelle sera leur contribution à l'effort collectif. Pour sa part, le ministère de l'Éducation entend inscrire ses interventions dans le sens des orientations indiquées.

Lorsque nous pensons à l'avenir, notre pensée se tourne immédiatement vers nos enfants. Ils sont l'avenir du Québec. Pour eux et pour la société dans laquelle ils grandissent, nous reformulons l'ambitieux projet d'une formation réussie, efficace.

Je nous invite, Québécois et Québécoises, à cette noble tâche du renouvellement et du renforcement de l'éducation. C'est aujourd'hui la voie nécessaire du rayonnement et de la prospérité pour tous les peuples.

**L'éducation, c'est notre force
d'avenir.**

Le ministre de l'Éducation,



Orientations 1991-1993



Assurer la réussite éducative du plus grand nombre

Au cœur des préoccupations:	
les élèves	9
En première ligne:	
les enseignantes et enseignants	21
En service d'appui:	
les administrateurs et les parents	25
Une réponse collective	29



**Au cœur
des préoccupations:
les élèves**

«Concilier une logique de l'égalisation des chances
et une logique de la réussite éducative
pour le plus grand nombre
constitue un défi de taille
à la mission éducative des établissements.»

Conseil supérieur de l'éducation
Rapport annuel 1999-2000 (p. 29)

Le goût et la volonté d'apprendre

Le monde se rétrécit, la concurrence et la collaboration grandissent entre les nations. L'avenir appartient aux individus et aux peuples qui misent sur la formation, initiale et continue.

Notre défi collectif, c'est de développer chez les jeunes, et aussi chez les adultes, le goût d'apprendre et la volonté de pousser les études le plus loin possible.

Pour mobiliser nos forces et mesurer nos avancées dans le domaine de l'éducation, il est utile de nous donner des objectifs mesurables. D'où l'objectif global suivant: augmenter de 5 p. 100 par année au cours des cinq prochaines années la diplomation des élèves du secondaire, de même que celle des jeunes de moins de 20 ans inscrits au secteur des adultes.

C'est un objectif exigeant. Il est réalisable: nous avons déjà enregistré une semblable performance entre 1975 et 1985, la probabilité d'obtenir un diplôme au secteur des jeunes passant de 52.2 p. 100 à 72.5 p. 100.

Voies d'action

Développer, avec les commissions scolaires et les organismes du milieu, des programmes d'intervention et d'animation à l'intention des élèves, des parents, des employeurs et de la population en général, afin de les sensibiliser au besoin d'augmenter le taux de scolarisation et de poursuivre les études au moins jusqu'à l'obtention d'un diplôme d'études secondaires ou son équivalent.

Adapter le calendrier scolaire pour qu'il favorise de manière optimale le travail des élèves, leur motivation et leur réussite.

Une bonne formation fondamentale

La tâche première de l'école est d'assurer à chaque élève ce qui est nécessaire pour être citoyen ou citoyenne à part entière dans une société de plus en plus ouverte sur le monde.

La formation fondamentale comprend les apprentissages de base : lire, écrire, compter. Elle inclut une connaissance pratique de la langue seconde, l'anglais ou le français, atout individuel et collectif indispensable aujourd'hui. Elle suppose aussi les compétences de base indispensables au développement personnel continu et à l'intégration dynamique dans la société. Ainsi l'élève doit-il acquérir une méthode de travail personnelle et la capacité d'analyser et de résoudre des problèmes.

Ces dernières années, les enseignements primaire et secondaire ont mis l'accent sur l'apprentissage de la langue, écrite et parlée, ainsi que sur les mathématiques et les sciences. Le contexte socio-culturel nous presse de continuer à le faire.

Il est également fondamental que l'élève se découvre lui-même et s'ouvre à la société et à l'univers. La réussite éducative concerne la personne entière. D'où les apprentissages relatifs aux arts, à l'histoire, à la géographie, à l'écologie, à l'activité physique, aux technologies nouvelles.

De tout temps, la formation fondamentale a aussi inclus l'éducation civique. Celle-ci n'est pas moins nécessaire aujourd'hui, en raison des transformations sociales qui bouleversent les familles et la société. En raison aussi de l'ampleur des dilemmes éthiques qui se posent à l'heure actuelle : pollution, violence, drogue, sida et MTS, etc. Le système d'éducation doit revoir comment il aide jeunes et adultes à développer leur conscience éthique, à devenir des citoyens et des citoyennes éclairés, solidaires, responsables.

Voies d'action

Insérer dans les programmes d'études et dans l'ensemble de la vie scolaire la préoccupation de l'intégration des savoirs, qui permet de dépasser le cloisonnement des matières, qui nourrit la motivation des élèves et contribue à leur formation complète.

Accorder à la langue française une promotion scolaire vigoureuse, à la fois comme langue maternelle et comme langue seconde, et offrir un enseignement de l'anglais, comme langue maternelle ou comme langue seconde, qui soit efficace et de qualité.

Valoriser la formation au sens civique et aux valeurs éthiques, au moyen des programmes d'études de formation personnelle et sociale, d'enseignement moral et d'enseignement religieux, mais aussi à travers l'ensemble des matières, le projet éducatif de l'école, la vie scolaire, le service à la communauté.

Prévoir deux temps forts d'évaluation et de sanction à mi-chemin et à la fin du secondaire. Ce qui devrait permettre de mieux définir la formation de base dans les premières années du secondaire et d'élargir la marge de manœuvre pour des options diversifiées par la suite, en lien avec les intérêts et la démarche personnelle d'orientation des élèves.

Revoir les modes et les pratiques d'évaluation, qui se sont largement développés ces dernières années, en vue de promouvoir la réussite éducative et de fournir une information utile aux élèves et à leurs parents.

Un phénomène dramatique: l'abandon scolaire

Pour réaliser cet objectif, il faut engager une lutte énergique contre l'abandon scolaire qui s'est accru ces dernières années. En 1985-1986, la probabilité qu'un jeune quitte l'école secondaire sans avoir obtenu un diplôme était de 27 p. 100. Depuis 1988-1989, cette probabilité se situe autour de 36 p. 100. La majorité des décrocheurs (60 p. 100) sont des garçons.

Ce taux d'abandon est dramatique: trois jeunes sur dix quittent l'école secondaire sans diplôme (c'est-à-dire sans un DES, un diplôme d'études secondaires, sans un DEP, un diplôme d'enseignement professionnel, ou sans un CEP, un certificat d'études professionnelles). L'école se trouve directement mise en cause: dans ses programmes, dans ses filières de formation, dans sa pédagogie, dans son encadrement des élèves qui connaissent des difficultés.

On sait que les causes d'abandon sont multiples. Certaines sont inhérentes au système scolaire, comme la hausse des exigences scolaires, un encadrement insuffisant, l'ennui scolaire, une succession d'échecs. D'autres sont liées au milieu social comme une situation familiale conflictuelle, l'attrait du premier salaire, un travail à temps partiel trop accaparant. Des facteurs personnels jouent également un grand rôle: la faible estime de soi, le désir d'affranchissement, etc.

Des études révèlent que pour un bon nombre de décrocheurs, tout se prépare déjà au primaire. La prévention n'est donc pas l'affaire exclusive de l'école secondaire, elle devient aussi, peut-être avant tout, celle de l'école primaire. Certains n'hésitent pas à dire que les trois ou quatre premières années du primaire sont décisives et qu'il faudrait, en conséquence, y affecter les meilleurs éléments du personnel enseignant. La prévention concerne également l'éducation préscolaire, comme la famille et toute la société. Elle doit faire l'objet d'une action concertée et rapide.

Cette action doit se définir avant tout localement, car les taux d'abandon varient considérablement d'une région à une autre, d'une commission scolaire à une autre, d'une école à une autre.

Voies d'action

Préciser, dans chaque milieu, les causes d'abandon et les facteurs de risques particuliers à une école ou à une région et prendre localement des mesures correspondant à la situation observée.

Relever et diffuser les expériences d'intervention pédagogique pour élèves présentant des risques de décrochage ou ayant déjà abandonné l'école.

Revoir au primaire les pratiques de redoublement, de récupération et de soutien, ainsi que les pratiques d'accompagnement et d'encadrement au secondaire, afin de les rendre plus efficaces.

L'attention à la petite enfance

Le goût d'apprendre se développe d'abord durant la petite enfance, de la naissance à 5 ans, au foyer et à la garderie. Il est dès lors important que les enfants en bas âge vivent des expériences stimulantes qui éveillent leur esprit et leur sociabilité.

Les parents, qui restent les premiers à inculquer le goût d'apprendre, ont souvent besoin de soutien pour assumer leur responsabilité première dans l'éveil socio-éducatif de leurs enfants : formation aux rôles parentaux, émissions éducatives, services de garde, groupes d'entraide.

C'est pourquoi il importe de promouvoir ou d'accentuer la préoccupation éducative au sein des réseaux de services qui existent déjà à l'intention des parents qui ont de jeunes enfants : garderies, services et loisirs municipaux, centres culturels, organismes familiaux et communautaires, etc. L'école elle-même peut contribuer au soutien des parents dans leur action éducative auprès des tout jeunes enfants, notamment par des initiatives des comités d'école et par le recours aux services d'éducation des adultes en vue de l'organisation d'ateliers ou de conférences sur le développement global de l'enfant.

Il ne fait pas de doute que la petite enfance et la maternelle sont des étapes décisives au seuil de la vie scolaire. C'est à ce moment qu'il faut chercher à déceler et à combler les manques ou les retards possibles chez l'enfant. Une once de prévention à cet âge vaut mieux que bien des remèdes coûteux plus tard.

Voies d'action

Multiplier, dans les foyers et dans les réseaux de services à la petite enfance, les occasions d'éveiller et de stimuler les enfants sur les plans intellectuel et culturel.

Accroître, dans ces mêmes réseaux, les efforts de dépistage des enfants qui connaissent ou risquent de connaître des problèmes de développement — handicap physique, déficience intellectuelle, mauvaise connaissance de la langue, milieu peu stimulant, socialisation insuffisante — et recourir tôt à des mesures correctrices.

Les élèves des milieux défavorisés

Un obstacle important à la réussite et à la poursuite des études, c'est la pauvreté. Une pauvreté qui va croissant.

Dans la région de Montréal, près de 20 p. 100 de la population vit actuellement sous le seuil de la pauvreté. Un enfant sur quatre est affecté par cette pauvreté. Dans l'ensemble du Québec, 12 p. 100 des enfants appartiennent à des familles qui vivent sous le seuil de la pauvreté.

On connaît les effets de la pauvreté sur les enfants à l'école : maladies fréquentes, absentéisme, rendement scolaire faible, fragilité du lien entre l'école et la famille. Selon Statistique Canada, les risques d'échec scolaire des enfants issus de familles à faible revenu sont deux fois supérieurs à ceux des autres enfants.

Depuis bientôt vingt ans, pour contrer la pauvreté, les organismes scolaires de Montréal et d'ailleurs ont multiplié les expériences et les initiatives. Des mesures nouvelles de renforcement paraissent indispensables pour donner aux jeunes et aux adultes des milieux économiquement faibles une chance égale à celle qu'ont les jeunes et les adultes des autres milieux.

Il y a urgence d'agir. La concertation à tous les échelons est indispensable. Le système d'éducation ne saurait mener seul la lutte contre la pauvreté. Il doit donc joindre ses efforts à ceux des autres organismes appelés à intervenir régionalement ou localement. Sans oublier que sa première contribution consiste à fournir les premiers outils du savoir, indispensables à la promotion personnelle et collective.

Voies d'action

Favoriser l'accès, dans les écoles de milieux défavorisés, à des services d'assistance scolaire et sociale, et apporter un soutien à l'encadrement des leçons et des devoirs.

Prévoir, suivant les besoins, des mesures alimentaires particulières pour les élèves mal nourris.

Favoriser la mise au point de mécanismes de concertation ou « tables de développement » sur les plans régional et local, regroupant les ministères et organismes municipaux, scolaires, syndicaux, financiers, associatifs et communautaires, appelés à collaborer dans la lutte contre la pauvreté.

Les élèves issus des communautés culturelles

Depuis 1980, le Québec a accueilli un quart de million d'immigrants, soit une moyenne de 25 000 par année. Plus de 40 p. 100 des immigrants récents viennent d'Asie; les autres viennent du Liban, d'Haïti, de France, du Portugal, du Maroc, de l'Amérique du Sud.

Au cours des prochaines années, le Québec prévoit recevoir près de 45 000 immigrants annuellement. C'est l'équivalent d'une ville moyenne par année! C'est là un choix délibéré que fait le Québec: nous voulons que l'immigration contribue à l'enrichissement de notre patrimoine, ainsi qu'à notre épanouissement et à notre ouverture sur le monde.

Les élèves immigrants ont à relever des défis importants. Défi de vivre et de s'éduquer dans un milieu culturel nouveau. Défi d'apprendre à communiquer en français. Défi de se construire une identité propre à travers les valeurs et les messages fort contrastés de leur famille, de l'école et de leur nouveaux groupes d'amis. Défi de faire face à des situations de discrimination ethnique.

L'intégration de ces élèves immigrants représente aussi un défi pour les enseignants qui les accueillent, particulièrement dans les milieux à forte concentration ethnique. C'est un défi également pour les élèves québécois de souche qui doivent apprendre à vivre au contact de multiples cultures et à nouer des rapports interculturels inédits.

Réussir l'intégration, c'est l'affaire de tous, aussi bien de ceux qui arrivent que de ceux qui accueillent. Pour apporter sa juste contribution, l'école doit renforcer ses interventions.

Voies d'action

Développer, au rythme de l'augmentation du nombre d'immigrants, les services éducatifs à l'intention des enfants arrivants et des élèves des communautés culturelles, dans l'agglomération de Montréal et, progressivement, dans les régions.

Intensifier les efforts en vue de joindre les parents des élèves venant des communautés culturelles, afin de les familiariser avec l'école et de favoriser ainsi leur appui au vécu scolaire de leurs enfants.

Favoriser et soutenir la mise en œuvre d'un plan de formation interculturelle du personnel enseignant et des cadres scolaires.

Les élèves en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage

En 1990-1991, 14 p. 100 des élèves reçoivent des services particuliers dits d'adaptation scolaire. Au cours des dernières années, le nombre d'élèves considérés comme étant en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage s'est accru de façon importante. Ce phénomène force notre école et notre société à s'interroger.

La très grande majorité d'entre eux ne présentent pas de déficiences, mais ils ont des problèmes d'apprentissage ou des troubles de comportement. Les autres (en fait, un sur dix) sont handicapés, soit par une déficience physique — motrice, organique, sensorielle — ou par une déficience mentale, d'ordre intellectuel ou comportemental.

Notre système scolaire prévoit un large éventail de mesures particulières adaptées à ces élèves, dont le but est de permettre à chaque élève de se développer au meilleur de ses possibilités.

La responsabilité que nous avons à l'égard de tous les élèves, quelles que soient leurs déficiences ou leurs difficultés, est un défi qu'il faut continuer de relever. La quantité et la qualité des efforts consentis à ce jour sont le plus sûr garant de la capacité du monde scolaire d'assumer adéquatement cet exigeant mandat.

Il y va du bien des élèves en cause. Il y va aussi du mieux-être de l'ensemble de la société qui profitera du développement maximal de tous ses membres et de leur plus grande autonomie.

Voies d'action

Mettre à jour la politique de l'adaptation scolaire énoncée par le ministère de l'Éducation en 1978, à la lumière de la consultation et de la pratique des milieux.

Intensifier la coordination des services donnés par les structures scolaires ainsi que par les organismes et les ministères qui interviennent auprès des personnes handicapées et des élèves en difficulté d'adaptation.

Préciser et évaluer les modes d'organisation des services à l'intention des diverses catégories d'élèves handicapés.

Les adultes en formation.

Par delà les études secondaires ou les études ultérieures, le défi, aujourd'hui, c'est de se tenir à jour. D'où la nécessité de prendre l'habitude de la formation continue, ou de l'éducation permanente.

À la population adulte qui ne possède pas onze années de scolarité (près de 50 p. 100), le système d'éducation offre la possibilité d'acquérir une formation de base: depuis l'alphabétisation jusqu'au diplôme d'études secondaires ou de formation professionnelle.

C'est là un volet nécessaire de la mission de l'école. Être peu scolarisé aujourd'hui entraîne trop souvent la marginalisation sociale de même que des difficultés multiples à mener une vie satisfaisante.

Voies d'action

Poursuivre l'adaptation des régimes d'études aux besoins propres des adultes: horaire, programmes appropriés, reconnaissance des acquis.

Soutenir les programmes d'éducation populaire et d'alphabétisation qui visent notamment à aider les personnes et les milieux à se prendre en charge de manière autonome.

Une formation professionnelle de pointe

On sait que la mondialisation des marchés et l'évolution technologique transforment radicalement le monde du travail.

Pour le réseau scolaire, le défi est d'offrir aux jeunes et aux adultes une formation professionnelle qui soit à la fine pointe de la pratique des métiers et du développement de la technologie. Ce doit être également une formation durable, c'est-à-dire une formation qui rende l'individu capable de s'adapter à un contexte économique et technologique rapidement changeant.

Mettre au point une formation qui tienne compte à la fois des besoins des personnes et des exigences du marché du travail requiert des relations étroites et continues entre le monde du travail et celui de l'éducation, une réelle complicité entre les deux.

Il ne suffit pas de bien former les jeunes, garçons et filles, qui seront demain sur le marché du travail. Pour assurer notre compétitivité sur le plan mondial, la formation professionnelle doit encore assurer aux travailleurs et travailleuses qui sont dans les usines et les bureaux des possibilités de perfectionnement et de recyclage.

Le défi le plus profond consiste dans la revalorisation sociale de la formation professionnelle. Celle-ci prépare à des métiers de base, aussi essentiels que le pain et le beurre. Métiers traditionnels qui assurent les services de boucherie, de plomberie, de mécanique automobile, d'électricité, d'horticulture, de cuisine, de construction, de coiffure. Ou métiers davantage tributaires de la nouvelle technologie comme ceux liés à l'électronique, à l'entretien et au réglage d'appareils très perfectionnés. Tous ces métiers indispensables continueront de fournir un nombre substantiel d'emplois au cours des prochaines années.

Depuis 1987, le ministère de l'Éducation a donné un coup de barre important à la formation professionnelle au secondaire. Pour l'adapter aux besoins de l'heure, de nombreux investissements ont été faits en réflexion, en équipements et en argent. On récolte présentement les premiers fruits de cette réforme: hausse des inscriptions, intérêt du monde du travail, émergence de centres spécialisés de formation. Il importe de la poursuivre et d'en assurer le succès.

Voies d'action

Multiplier les efforts de revalorisation de la formation professionnelle auprès de tous les publics-cibles: les élèves, garçons et filles, les parents, les travailleurs et travailleuses, les employeurs.

Entretenir et maintenir une collaboration soutenue entre le monde de l'éducation et ses partenaires socio-économiques de telle façon que l'offre de services en formation professionnelle puisse répondre aux attentes des entreprises.

Multiplier les actions et les services pouvant répondre aux besoins croissants de recyclage et de formation continue pour les personnes qui veulent se préparer à exercer un métier ou se qualifier pour de nouvelles fonctions.

Harmoniser les politiques et les actions du ministère de l'Éducation avec celles des autres ministères et organismes qui se préoccupent de formation professionnelle.



**En première ligne:
les enseignantes et les
enseignants**

«Notre société accorde beaucoup de valeur à la scolarisation,
mais peu d'importance à ceux qui y travaillent.
Il y a là une contradiction étonnante.
Veiller à la conservation du savoir dans une collectivité,
en transmettre l'héritage: cette responsabilité ne mérite-t-elle pas
la plus grande considération et le plus profond respect?»

Fernand Dumont,
L'éducation 25 ans plus tard! et après? (p. 14)

Les agents premiers

Les enseignantes et enseignants sont les agents premiers de l'école.

Ils sont 80 000. Ce sont elles et eux qui, quotidiennement, «font l'école», elles et eux qui, quotidiennement, doivent affronter l'ensemble des défis ici évoqués.

Chaque jour, ils constatent chez les enfants et les adolescents qui leur sont confiés les effets de la transformation de la famille, du chômage, de la pauvreté, des tensions ethniques, de l'inculture. Chaque jour, ils doivent faire face à la très grande diversité des besoins individuels des élèves, aux exigences croissantes de performance et d'évaluation, aux attentes souvent irréalistes qu'on nourrit à l'endroit de l'école, ainsi qu'aux jugements sévères et parfois sommaires que l'on porte sur elle.

Outre qu'ils doivent composer avec l'ensemble de ces réalités, les enseignants sont aussi aux prises avec des problèmes conjoncturels particuliers à leur profession. Citons le vieillissement des effectifs, l'insécurité liée à la mise en disponibilité ou à la mise à pied en raison d'un surplus de personnel, la précarité qui affecte plusieurs catégories d'emplois dans l'enseignement, le désir d'une autonomie professionnelle mieux affirmée.

Une profession à valoriser

Notre société n'apprécie pas toujours à sa juste valeur la difficulté et le mérite de ceux et celles qui enseignent. Il faut que, socialement, la profession d'enseignant soit reconnue comme fondamentale.

Au cours des quinze prochaines années, on devra recruter près de 40 000 enseignants et enseignantes pour remplacer ceux et celles qui vont quitter. Il n'existe pas de risques importants de pénurie, car le Québec dispose d'une réserve de personnel qualifié dans la plupart des disciplines et les universités forment annuellement quelque milliers de futurs enseignants. Le défi sera d'attirer les meilleurs vers cette profession et de les y retenir.

Il faudra mettre au point une formation initiale qui soit vraiment adaptée aux enjeux éducatifs et sociaux de ce temps et qui se déroule à proximité du terrain réel des écoles.

Dans l'exercice de la fonction, il importe de donner plus de souplesse à la définition de la tâche des enseignants pour qu'ils puissent répondre de manière intégrée à l'ensemble des besoins des élèves.

Dans l'immédiat, un autre défi se présente: celui de tirer profit de l'expérience et du savoir-faire des enseignants d'expérience qui sont aujourd'hui à l'œuvre. Pour l'initiation pratique des jeunes enseignants et enseignantes. Pour des tâches de conseil et de soutien pédagogique. Pour des programmes d'enrichissement de la vie scolaire. Quand viendra l'heure de la retraite, il faut que ces enseignants et enseignantes puissent quitter avec fierté en se disant: «Je laisse une école en santé, une école à la hauteur des défis de l'an 2000.»

Préciser les responsabilités professionnelles des enseignants

Il arrive que les familles et la société chargent l'école et les enseignants de tâches impossibles. Il faut éviter de leur demander des choses contradictoires pour s'étonner ensuite qu'ils ne réussissent pas la quadrature du cercle. Par exemple, assurer la réussite des élèves quand les messages et les comportements ambiants dans la famille et dans la société vont dans le sens du laisser-faire et de l'investissement scolaire minimal. Il est lourd pour les enseignants de soutenir cet écart entre les attentes de la population et les appuis réels qui se manifestent.

Il importe donc de tirer au clair les responsabilités professionnelles des enseignants et enseignantes. Et de circonscrire mieux ce qui relève de leur compétence propre. Cette clarification est d'autant plus nécessaire que les attentes concernant le rendement scolaire s'accroissent et qu'il serait injuste de tenir les seuls enseignants responsables d'un piètre niveau de performance.

Ceci implique que notre société redevenue consciente que la tâche éducative concerne les citoyens dans leur ensemble, et non les seuls professionnels de l'enseignement.

Voies d'action

Préciser les normes de compétence des futurs enseignants et enseignantes du primaire et du secondaire et définir les exigences d'admission à la pratique de l'enseignement.

Mettre au point une définition de la fonction générale d'enseignant qui ne se limite pas à l'enseignement mais qui donne accès à d'autres activités éducatives.

Promouvoir la responsabilité et l'engagement des enseignants et enseignantes par rapport aux décisions qui touchent l'organisation des activités de l'école et l'exercice de l'enseignement, ou qui concernent leur profession.

Donner une suite appropriée aux rapports et aux travaux en cours, notamment à ceux du Conseil supérieur de l'éducation, portant sur la valorisation de la profession d'enseignant.



**En service d'appui:
les administrateurs
et les parents**

« C'est de la prise en charge
et de la responsabilisation à la base
que pourra émerger, somme toute,
une meilleure réalisation de ces grands objectifs
sociaux, culturels et pédagogiques,
que nous impose d'ailleurs de poursuivre
une société en changement. »

Conseil supérieur de l'éducation
Rapport annuel 1987-1988 (p. 150)

Les encadrements nécessaires

Ces dernières décennies, l'ensemble du fonctionnement des écoles et des commissions scolaires a été précisé, encadré ou révisé: règlements pédagogiques et programmes d'études, évaluation des élèves et sanction des études, gestion des ressources humaines, règles de financement, parc immobilier et équipements divers, gestion des commissions scolaires, nouvelle Loi sur l'instruction publique.

En règle générale, la nécessité de ces encadrements n'est pas mise en cause: on comprend qu'il faut orienter et harmoniser la prestation des services sur l'ensemble du territoire.

Cependant, force est de reconnaître la lourdeur de l'appareil mis en place. Le fonctionnement de l'école s'en trouve embarrassé, voire embourbé. Pour que l'école maintienne ou retrouve son souffle et son élan, il faut lui donner plus d'oxygène. Il importe que tous les décideurs, incluant le ministère de l'Éducation, s'appliquent à alléger et à assouplir le fonctionnement actuel. La réussite du réseau scolaire réclame désormais plus de souplesse et plus de latitude.

Une marge de manœuvre à élargir

Aujourd'hui, le défi consiste donc à laisser aux écoles une latitude suffisante pour leur permettre d'atteindre avec originalité et à-propos, dans le respect des caractéristiques propres à chaque milieu, les objectifs nationaux d'éducation.

La pertinence et l'efficacité des choix administratifs et pédagogiques sont souvent meilleures lorsque les décisions se prennent plus près des usagers, par les autorités décentralisées.

Par ailleurs, toute responsabilité a un poids, qui doit être assumé. C'est ainsi qu'elle ne peut aller sans l'acceptation des différences entre les besoins des milieux et les choix qui peuvent s'exercer localement. Pour élargir la marge de manœuvre, il faudra, à tous les échelons, rompre avec le réflexe du «tout, partout pareil».

V **oies** **d'action**

Procéder à une analyse des lois, règles, normes, instructions, guides, qui régissent le fonctionnement des commissions scolaires et des écoles, afin d'assouplir et de simplifier le fonctionnement actuel, et afin de préciser ce qui pourrait rapprocher les décisions des usagers.

Favoriser l'émergence de modèles originaux en matière d'administration et de pédagogie.

Tenir compte, dans cette recherche d'assouplissement et de simplification, des caractéristiques propres à la communauté anglophone.

Étendre les champs de responsabilité des commissions scolaires dans la négociation des conditions de travail du personnel scolaire.

Le rôle des parents

Depuis vingt-cinq ans, les initiatives pour accroître la participation des parents à la vie scolaire se sont multipliées: rencontres entre parents et enseignants à l'occasion de la remise des bulletins, invitation à prendre part aux fêtes ou aux activités organisées par l'école, présence au comité d'école, au conseil d'orientation, au comité de parents, etc. Cet appui des parents à l'école est fécond et doit être consolidé.

Mais à l'heure actuelle, le défi s'élargit et se transforme. C'est maintenant l'école elle-même qui doit se mettre davantage à l'écoute de la famille, pour mieux prendre en considération sa situation réelle.

Cette situation est bien connue: travail des deux parents, horaires éclatés, multiples déplacements, familles divisées, nouvelles familles, télé et nintendo omniprésents, etc. Ces conditions de vie sont trop marquantes pour qu'elles n'aient pas d'incidences sur l'horaire et les services de l'école. Du reste, les parents forcent de plus en plus l'école à s'interroger sur son horaire quotidien, son calendrier, les devoirs à la maison, les congés inopinés, etc.

Plus profondément, le défi consiste, pour le milieu scolaire et la société, à reconnaître et à valoriser les parents dans leur rôle de premiers responsables de l'éducation. Que les parents encouragent leurs enfants à travailler et à étudier pour obtenir un bon bulletin, c'est nécessaire. Mais leur apport le plus essentiel est autre: apprendre aux enfants le savoir-être ou le savoir-vivre relationnel, affectif, culturel. Savoirs fondamentaux, qui s'apprennent avant tout à la maison...

On ne parviendra pas à renforcer l'éducation au Québec sans l'apport particulier et le soutien réciproque de l'école et de la famille.

Voies d'action

Renforcer la collaboration entre l'école et la famille à la lumière des meilleures expériences visant à valoriser les parents dans leur rôle de soutien à l'éducation scolaire de leurs enfants et dans leur participation à la vie de l'école.

Favoriser l'organisation de la journée scolaire de telle sorte qu'elle tienne compte des changements intervenus dans les familles et dans les horaires de travail des parents. On peut penser à des séances d'étude à l'école, à des programmes d'enrichissement, à des activités parascolaires.

Soutenir les groupes d'entraide de parents et organiser, avec la collaboration d'autres organismes, des cours d'éducation populaire sur des thèmes éducatifs comme l'éveil et la stimulation des enfants, les pratiques d'alimentation et de santé, l'information sur les services d'aide, les émissions éducatives.

Promouvoir, à la maison, des conditions qui facilitent l'apprentissage, en réservant un moment propice aux travaux scolaires, en établissant des règles touchant la télévision, en encourageant la lecture et les pause-temps éducatifs.



Une réponse collective

Une réponse collective

Ces orientations pour 1991-1993 sont ambitieuses.

Elles appellent une réponse collective, que nous articulerons ensemble au cours des prochaines années.

Ces orientations font déjà l'objet de préoccupations partagées et d'initiatives concrètes. En les regroupant, le présent document indique dans quelle direction il importe de mobiliser nos énergies et de canaliser les ressources disponibles dans les années à venir.

Cette convergence des efforts est particulièrement indispensable aujourd'hui en raison du contexte économique qui commande la modération.

Il est possible de renforcer l'éducation et de relever les défis de l'heure tout en respectant notre capacité collective de payer.

Aux divers échelons, il faudra déployer toutes les énergies pour trouver les moyens de réaliser ces orientations. À commencer par une révision de nos façons de faire pour nous assurer que l'argent investi, le personnel et les installations sont utilisés le plus efficacement possible. Des réalignements ou réaménagements sont toujours possibles, voire nécessaires.

Notons de nouveau que la plupart des défis sont tels que, laissées à elles-mêmes, les écoles ne peuvent suffire à la tâche. C'est donc toutes les ressources de la population qui doivent être mises à contribution. Et elles sont immenses.

Souhaitons donc que les initiatives viennent de partout, avec le souci de la concertation entre les divers partenaires éducatifs.

Que chacun et chacune — élève, jeune, adulte, parent, enseignant, administrateur, citoyen, organisme — commence par se poser la question: «Comment puis-je contribuer au renforcement de l'éducation pour moi? autour de moi? dans mon école? dans mon milieu?»

Par la suite, il reviendra aux personnels des écoles, publiques et privées, aux commissions scolaires, au ministère de l'Éducation et aux nombreux organismes liés à l'éducation de préciser, dans leur plan d'action annuel, les tâches et les moyens aptes à nous faire avancer dans la direction indiquée et choisie.

Il n'y a pas de croissance sans défi. Vive les écoles qui, à force d'efforts et de persévérance, cherchent à relever quotidiennement les défis actuels et préparent jeunes et adultes du Québec à bien prendre le tournant du prochain siècle.

Société distincte, le Québec doit se donner une éducation de grande distinction. L'éducation, c'est la force d'avenir du Québec.